

« Vivons-nous les derniers jours de Paris-Sud ? »



Comprendre le monde,
construire l'avenir



Le 16 janvier dernier s'est tenue à Orsay une AG intersyndicale sur le thème de « Vivons-nous les derniers jours de Paris-Sud ? », appelée par la quasi-totalité des syndicats de personnels représentés à l'université (FSU, SUD-Éducation, CGT, SNPTES, FO, UNSA-Éducation). Une motion y avait été votée, puis portée en délégation et lue à la réunion des conseils de l'université qui avait eu lieu le même jour.

Cette réunion avait pour objet d'être juste un point d'information sur le document « Position et propositions de Paris-Sud dans la construction de Paris-Saclay »⁽¹⁾. En fin de réunion, la présidence a essayé de faire voter l'approbation de son exposé en tant que position officielle de Paris-Sud mais une partie des élus, soutenus par la motion, ont obtenu le report de ce vote⁽²⁾. Le point central de l'exposé est le projet de deux cercles à l'intérieur de la Comue. Le cercle intérieur, constitué des « excellents », serait porteur du projet IDEX et deviendrait d'ici une dizaine d'années l'université Paris-Saclay. Le deuxième cercle (les « pas assez excellents », et Polytechnique trop indépendante) ne serait que dans la Comue Paris-Saclay. Lors de cette présentation, la présidente a affirmé à plusieurs reprises que Paris-Sud était indivisible. Pour Évry et Versailles, il lui semblait qu'en l'état ces universités ne remplissaient pas les critères pour entrer dans le premier cercle mais qu'éventuellement certaines parties pourraient y être intégrées (par exemple le Génomex). Mais ce distinguo subtil entre les chanceux d'avoir un « pied dedans » et l'exclusion des parties « non excellentes », perçu de plus en plus largement comme une dénaturation des missions fondamentales des universités, menace aussi Paris-Sud.

Les points de la motion expriment l'inquiétude par rapport à cette menace, par exemple :

- un statut universitaire d'EPSCP pour Paris-Saclay, dont les missions premières restent la création et la transmission de la connaissance, la formation, avec un fonctionnement démocratique ;
- qu'aucune composante de Paris-Sud ne soit écartée ;
- préservation des statuts des personnels ;
- refus de la séparation entre licence et master.

Le texte intégral de la motion est consultable sur le site du SNESUP avec le déroulé des événements qui l'ont précédée. ●

Conseil syndical d'établissement, structure de coordination des sections SNESUP de l'université Paris-Sud

(1) La présidente en a présenté les grandes lignes devant la Cour des comptes (pages 443 à 448 du rapport annuel paru en février).

(2) Finalement, le projet a été adopté le 27 février par le CA, où la présidente dispose d'une « majorité acquise ».

Quelle violence ? Quelle démocratie ?

Le CA du 14 février dernier devait voter les quotas imposés en master. Un groupe d'étudiants décida d'occuper la séance pour montrer son opposition à la nouvelle loi. Le président de l'UFC, Jacques Bahi, non présent dans la salle, appela les forces de l'ordre. Pour la troisième fois en quatre mois ! La police, entrée en nombre dans l'enceinte de la Maison de l'université, procéda à une arrestation musclée des 19 jeunes (16 étudiants.e.s, 1 lycéenne et 2 sympathisants). Dix-sept furent mis en garde à vue durant 24 heures et 2 durant 48 heures. Alors qu'ils sont menacés du conseil de discipline car accusés de séquestration et de violence, plusieurs plaintes ont été déposées contre eux. Un nouveau CA fut programmé une dizaine de jours plus tard au rectorat. Ces événements ont ému de nombreux collègues, d'autant que la communication du président, absent du CA, n'a cessé de diffuser des mensonges. Les soutiens au président pleuvent, des directeurs de composante à la CPU, dénonçant la violence et le déni de démocratie. De violence il n'y en a pas eu de la part des étudiants, la majorité des membres du CA présents en ont témoigné. Quant à la démocratie, de laquelle parle-t-on lorsque des décisions arrivent au CA et sont votées sans réelle discussion alors que la grande majorité des membres de la communauté n'en a pas entendu parler ? ●

Sylvie Bepoix, section locale du SNESUP-FSU

